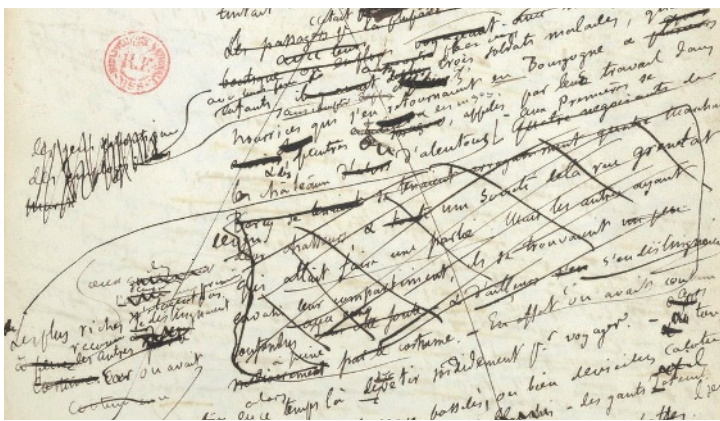




LA CHRONIQUE DE
GILLES DOWECK

QUEL AVENIR POUR NOS RATURES ?

Les logiciels de gestion de versions et de traitement de texte collaboratifs gardent trace des modifications des écrits. Les ratures n'ont pas disparu !



Si Flaubert avait utilisé un logiciel de traitement de texte classique, nous n'aurions jamais connu ses hésitations sur la première page de *L'Éducation sentimentale*.

Les écrivains qui n'utilisaient pas de logiciel de traitement de texte nous ont souvent laissé des brouillons volumineux, accessibles aux spécialistes et parfois aussi aux curieux. Les brouillons de *L'Éducation sentimentale*, par exemple, comportent plus de 2500 feuillets recto verso. Ils nous apprennent beaucoup sur la genèse de l'œuvre, même si, sur le plan éthique, nous pouvons nous interroger sur l'opportunité de les exploiter : après tout, si Flaubert a raturé une phrase, c'est peut-être parce qu'il souhaitait que nous ne la lisions pas.

Le développement de l'informatique a transformé notre rapport à la mémoire et l'un des aspects de cette transformation est que les écrivains qui utilisent des logiciels de traitement de texte ne laissent plus de brouillons. Ainsi, nous perdons l'une des sources qui nous permettaient de comprendre comment ils ont écrit certains de leurs livres.

Mais l'utilisation de logiciels de traitement de texte n'est qu'un aspect de cette transformation. Un autre est

l'utilisation de logiciels de gestion de versions, tels SVN ou Git, qui permettent à des personnes qui écrivent un texte ensemble de le modifier tour à tour, de garder trace de ces modifications et, éventuellement, de revenir à une version antérieure du texte. Ces logiciels conservent le texte en un endroit unique, le disque de l'ordinateur de l'un des

Ces photos, mises bout à bout, forment un véritable film de la création

auteurs ou un espace de stockage dans les nuages, en préservant la chronologie des modifications effectuées.

Quand ces logiciels de gestion de versions ont été conçus, les textes en question étaient, le plus souvent, des programmes. C'est ce qui explique qu'ils permettent à un auteur d'expérimenter

une modification de son côté, avant de la partager quand il en est satisfait. Mais ces logiciels ont vite été utilisés par les chercheurs pour écrire aussi des articles. Comme les programmes, les articles scientifiques sont souvent des œuvres collectives et leur écriture demande fréquemment de revenir à une version antérieure, après une modification infructueuse. Ces logiciels de gestion de versions sont aussi un moyen, parmi d'autres, de stocker des informations dans les nuages, évitant ainsi de les perdre quand le disque d'un ordinateur est détruit ou perdu. Cette plus grande sûreté et la possibilité de revenir à des versions antérieures expliquent que certains les utilisent même quand ils écrivent seuls.

Ces logiciels ont par la suite donné naissance à d'autres, similaires, tels des logiciels de traitement de texte coopératifs, qui permettent, ou non, d'archiver les versions successives du texte.

La transformation opérée par ces logiciels est inverse de celle opérée par les logiciels de traitement de texte. Ce ne sont plus quelques feuillets, rescapés de la poubelle et difficiles à déchiffrer, qui sont laissés à la postérité, mais une photo quotidienne de l'état du texte. Ces photos, mises bout à bout, forment un véritable film de la création.

Si nous parvenons à conserver ces archives, il est possible qu'elles constituent, à l'avenir, un matériau précieux pour l'histoire des sciences : nous aurions certainement beaucoup appris sur la manière dont les idées d'Archimède ou de Turing ont cristallisé, si nous avions eu accès à toutes les versions successives de *L'Arénaire* ou de *On Computable Numbers, with an Application to the Entscheidungsproblem*. Et si les écrivains se mettent eux aussi à utiliser des logiciels conservant l'historique d'un texte, il est probable que les archives ainsi produites deviendront un matériau précieux pour les études littéraires. ■

GILLES DOWECK est chercheur à l'Inria, enseignant à l'École normale supérieure de Paris-Saclay et membre du Comité national pilote d'éthique du numérique.

LA CHRONIQUE DE
VIRGINIE TOURNAY

LE VACCIN, LA MORT ET LE POLITIQUE

Les réfractaires à la vaccination sont aussi ceux qui font le moins confiance aux pouvoirs publics.



Quels risques sommes-nous prêts à courir pour ne pas mourir? Le baromètre annuel de la confiance politique, publié par le Cevipof, consacre depuis la crise sanitaire un pan de son enquête à l'effet de l'épidémie de Covid-19 sur les attitudes des citoyens. Que ce sondage dédié à la vie politique puisse alimenter un enjeu philosophique et intime peut surprendre; mais intervenir sur notre destin biologique dans l'espoir de contrer l'imprévisible est aussi une affaire de confiance politique.

À ce titre, les attitudes vis-à-vis de la vaccination sont emblématiques de la façon dont les citoyens gèrent l'aléa biologique. Si la preuve scientifique des bénéfices de la vaccination est sans appel, l'imaginaire collectif ne s'aligne pas sur cette évidence. En effet, le baromètre révèle que seulement un Français sur deux envisage de se faire vacciner contre le Covid-19. L'hésitation concerne un sondé sur cinq, mais ils sont 30% à ne pas souhaiter se faire piquer. Ainsi, toute intervention «intrusive» sur le

corps biologique est mise en balance avec le risque statistique de mourir d'une maladie infectieuse. Comment expliquer ce front massif de réfractaires?

Le niveau de confiance de cette population vis-à-vis des pouvoirs publics diffère de celui des partisans de la vaccination. En effet, les trois quarts des plus

Le refus vaccinal est lié à la façon dont le citoyen voit sa place dans la société

réfractaires considèrent que le gouvernement gère mal la crise sanitaire et ne fait pas confiance aux Français. Les adhérents à la vaccination sont bien moins sévères. Ils ne sont que 13% à déclarer ne pas faire confiance aux pouvoirs publics pour surveiller l'apparition d'effets secondaires liés au vaccin, contre 80% des opposants.

La défiance porte sur les responsables et les institutions politiques chargés de mettre en œuvre la politique sanitaire. En d'autres termes, les citoyens acceptent moins de déléguer leur corps et leur santé aux autorités qui les administrent. Celles-ci ne seraient pas en mesure de prendre en charge leur destin biologique. Le refus vaccinal est en effet corrélé à une défiance interpersonnelle et institutionnelle élevée. Cette tendance ne découle donc pas d'une difficulté de compréhension des acquis scientifiques: elle est liée à la façon dont le citoyen envisage sa place dans la société et son rapport aux gouvernants.

La défiance structurelle des citoyens en matière vaccinale traduit l'échec du politique à administrer la dimension émotionnelle liée aux aléas de la vie en société. Cette crainte collective peut se rapporter à une incertitude «non structurée», c'est-à-dire une incertitude qui rassemble un grand nombre d'inconnues. Elle peut être au contraire «structurée», de sorte que le doute ne porte que sur une partie du tableau général de l'action politique.

En France, le manque de recul sur la maladie et le vaccin constitue le premier motif invoqué par les réfractaires (70%), suivi de la crainte d'effets secondaires de l'immunisation (53%). La tendance est inverse en Allemagne, au Royaume-Uni et en Italie: la peur d'effets indésirables ou de l'inefficacité du vaccin est accrue, tandis que la faible visibilité de l'évolution pandémique n'intervient qu'au second plan.

Ainsi, les incertitudes non structurées prédominent dans le pays de Descartes. Ce doute est-il salutaire? Malheureusement, il traduit moins la recherche de la vérité, si chère à la pensée cartésienne, que le sentiment collectif de ne pas appartenir à une communauté politique. La peur de la vaccination, c'est la peur de la mort politique dont le principal effet indésirable est de pousser les hommes à la mort. ■

VIRGINIE TOURNAY, biologiste de formation, est politologue et directrice de recherche du CNRS au Cevipof, à Sciences Po, à Paris.